

Le Bénévolat et solidarité : quand aider interroge la société *S'engager auprès des personnes migrantes à Liège : portraits*

Christina Cerfontaine

© Une analyse de l'IRFAM – Liège, 2026 – n°3

Il y a des matins où l'on se réveille avec une gêne sourde au creux du ventre. Une impression de décalage, comme si le monde qui nous entoure glissait lentement vers un horizon qui ne nous ressemble plus. À mesure que s'empilent les politiques migratoires restrictives, les discours de rejet et l'indifférence institutionnelle, quelque chose s'effrite dans notre lien collectif. Et pourtant, dans ce paysage morose, des gestes silencieux résistent. À Liège, des citoyennes et citoyens, souvent dans l'ombre, s'engagent bénévolement dans des associations de soutien aux personnes migrantes. Sans salaire. Sans obligation. Par conviction.

Cet engagement discret, mais tenace, interroge profondément la société contemporaine. Que cherche-t-on à réparer en tendant la main ? À quoi répond ce besoin d'agir là où l'État se retire ? Et que signifie, aujourd'hui, « aider » l'autre dans un monde traversé par les inégalités, les dominations et les fractures identitaires ?

Cette analyse explore les ressorts de l'engagement bénévole en faveur des migrants, à l'échelle de la province de Liège. À partir d'entretiens semi-directifs menés auprès de bénévoles actives dans

différentes ASBL, il s'agit de comprendre qui sont ces personnes qui donnent de leur temps, quelles valeurs les animent, et comment leur action s'inscrit dans un tissu social, politique et symbolique.

Afin de garantir l'anonymat, les prénoms mentionnés sont fictifs : *Jacqueline* et *Virginie* sont deux jeunes diplômées titulaires d'un master, respectivement en sociologie et en psychologie, interrogées dans le cadre de cette analyse. Toutes deux se trouvent en transition professionnelle au moment de leur engagement, cherchant un emploi stable après leurs études. Elles s'investissent dans des associations de taille modeste, actives dans l'accompagnement administratif, l'apprentissage du français et le soutien psychosocial aux personnes en demande d'asile ou sans papiers

Qui s'engage et pourquoi ?

Quand le diplôme ne suffit plus

« Pour l'instant et en attendant de trouver un travail, je m'engage dans l'association pour passer mon temps et aussi pour apprendre et avoir de l'expérience », explique Jacqueline. Cette phrase

pourrait sembler anodine, mais elle révèle une réalité sociale importante : le bénévolat comme occupation d'un temps vide. Jacqueline a terminé son master en sociologie, elle a les compétences, le diplôme, mais pas l'emploi. Le bénévolat devient alors un substitut temporaire au travail, une manière d'occuper une place sociale en attendant mieux.

Virginie exprime une dimension complémentaire : *« Quand j'ai fini mon mémoire, je n'avais plus de travail étudiant, plus de cours... je me suis retrouvée fort seule, sans but. C'est à ce moment-là que je me suis dit : autant donner du temps à ça. »* Ici, le bénévolat répond à un vide existentiel autant qu'économique. Après des années de vie structurée par les études, la sortie du système universitaire crée un sentiment de désorientation. S'engager devient une manière de maintenir un rythme, une utilité, une identité sociale.

Ces deux témoignages illustrent ce que la sociologue Maud Simonet (2010) a analysé dans son ouvrage *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?* : le bénévolat peut être orienté par des contraintes structurelles plutôt que par un pur choix libre. Dans un contexte de précarisation des jeunes diplômé·es, notamment en sciences humaines, le bénévolat devient une stratégie d'occupation du temps, d'acquisition d'expérience, voire de maintien de l'estime de soi face au chômage.

L'intériorisation de l'injonction à l'utilité

Jacqueline va plus loin dans l'analyse de sa propre situation :

« Utile par rapport au travail, je pense qu'il y a vraiment toute une notion très capitaliste des choses. On fait des études pour avoir un travail, tout tourne autour de ça, jusqu'à ce qu'on arrive au Saint Graal du travail. Et donc quand on n'y arrive

pas, alors qu'on a fait des études et qu'on a tout mis en place, comme on nous a dit, depuis toujours, parce qu'au final, sur 25 ans, ça fait 23 ans d'école pour arriver là où j'en suis aujourd'hui, sans arriver à trouver un travail. Forcément, il y a ce côté, tu n'es pas utile, tu ne réponds pas à tout ce qu'on t'a toujours dit et vendu, et en fait, c'est ta faute. »

Cette citation décrit avec l'intériorisation de l'idée que la valeur d'un individu se mesure à son emploi, que le chômage est un échec personnel (« c'est ta faute »), et que 23 années de scolarité devraient « naturellement » déboucher sur un emploi stable. Elle pointe aussi le caractère totalisant de cette logique : *« tout tourne autour de ça »*. Si la valorisation par le travail traverse différents systèmes économiques et politiques, c'est dans sa forme néolibérale contemporaine qu'elle devient particulièrement contraignante : l'individu est rendu responsable de son employabilité, de son activation permanente, de sa capacité à se vendre sur le marché du travail.

Face à cette injonction, le bénévolat fonctionne comme une stratégie de réparation identitaire. Puisque le marché du travail ne reconnaît pas sa valeur, Jacqueline trouve dans l'engagement une autre forme d'utilité sociale. Elle n'est pas « rien », elle n'est pas « inutile » : elle aide, elle agit, elle compte pour quelque chose. Le sociologue Serge Paugam (2000), dans *Le salarié de la précarité*, a montré comment les personnes en situation de chômage développent des stratégies pour maintenir leur dignité sociale et le bénévolat en est une.

Des trajectoires socialement situées

Si Jacqueline et Virginie s'engagent, ce n'est pas seulement parce qu'elles sont au chômage. C'est aussi parce que leur parcours social rend cet engagement pensable et désirable.

Toutes deux sont issues de l'enseignement supérieur et évoluent dans des milieux où la solidarité est valorisée. Jacqueline raconte : *« C'est une démarche personnelle. La première ASBL, c'est parce que j'avais entendu parler d'un de leurs projets à l'université et une fois qu'on commence en général, on continue. »* Virginie mentionne *« une amie qui a participé à un projet »* et une *« ASBL tout près de chez moi »*.

Ces éléments peuvent sembler anecdotiques, mais ils révèlent l'importance des réseaux sociaux et de la socialisation. L'engagement ne surgit pas du néant : il s'inscrit dans des environnements (université, quartier, cercle d'amies) où certaines pratiques sont normalisées. Pierre Bourdieu (1980) a conceptualisé cette réalité à travers la notion d'habitus : nos manières d'agir sont façonnées par notre histoire sociale, par les milieux que nous avons fréquentés, par les valeurs que nous avons intériorisées.

Ainsi, une jeune diplômée issue d'un milieu cultivé aura beaucoup plus de chances de s'engager dans une association de soutien aux migrants qu'une personne sans diplôme, issue d'un quartier populaire, sans réseau associatif. Non pas parce qu'elle serait moralement supérieure, mais parce que son parcours l'a disposée à cela.

Le bénévolat comme ressource de résilience : entre bénéfice réel et logique d'activation

Cette capacité à transformer une situation difficile (le chômage) en opportunité d'engagement n'est pas accessible à tous de la même manière. Elle relève de ce que les psychologues appellent la résilience : cette aptitude à faire face aux difficultés et à maintenir un équilibre psychologique malgré l'adversité. Loin d'être une qualité innée, la résilience se construit dans des environnements favorables, notamment par la

transmission de ressources culturelles, affectives et sociales (Michallet, 2009).

Jacqueline et Virginie disposent de cette capacité à donner du sens à leur situation en s'engageant pour autrui. Plutôt que de vivre le chômage uniquement comme une épreuve individuelle, elles le transforment en un temps d'action collective. Le bénévolat leur procure des bénéfices tangibles : maintien de l'estime de soi, élargissement du réseau social, acquisition de compétences relationnelles et organisationnelles. Comme l'ont montré Manço et Arara (2016), ces ressources sont perçues par les bénévoles eux-mêmes comme potentiellement mobilisables pour faciliter leur insertion professionnelle future.

Cependant, cette dimension positive ne doit pas masquer une ambiguïté fondamentale. En valorisant la résilience individuelle et l'activation par le bénévolat, on risque de faire porter aux individus la responsabilité de « bien gérer » leur précarité, plutôt que d'interroger les structures qui produisent le chômage des jeunes diplômés. Le bénévolat devient alors une réponse privée à un problème public, une solution personnelle qui dispense de remettre en cause un système économique incapable de créer suffisamment d'emplois de qualité. C'est précisément ce que certains chercheurs critiquent sous le terme d'activation : transformer les chômeurs en bénévoles pour les maintenir dans une logique de productivité, même non rémunérée, tout en évitant de questionner les responsabilités collectives (Simonet, 2010).



Entre contrainte et conviction : les multiples visages de l'engagement

Aider comme acte politique discret

Pour Jacqueline et Virginie, s'engager ne se réduit pas à une occupation du temps disponible. C'est aussi un positionnement politique, une manière de dire quelque chose sur le monde.

Jacqueline le formule ainsi : *« La société est problématique, les stéréotypes sont mauvais pour tout un chacun et ça éloigne les gens les uns des autres. »*

Virginie est plus directe : *« Moi je ne fais pas de grandes manif, mais aider ici, c'est ma manière de dire non. »*

Cette phrase de Virginie est particulièrement révélatrice. Elle oppose deux formes d'engagement : le militantisme visible (« les grandes manif ») et l'action concrète discrète (« aider ici »). Pour elle, l'aide aux migrants fonctionne comme un refus : refus de l'indifférence, refus des politiques d'exclusion, refus de l'ordre des choses tel qu'il est.

Le politiste américain James Scott (1990) a théorisé cette forme de résistance sous le concept de « transcriptions cachées » (*hidden transcripts*). Contrairement aux luttes frontales, publiques et revendicatives, certaines résistances se déploient de manière discrète, dans les interstices du pouvoir. En aidant des personnes que l'État ignore ou expulse, les bénévoles contestent silencieusement l'ordre politique dominant. Ils ne font pas la révolution, mais ils refusent de se conformer à une logique d'exclusion.

Cette dimension politique prend des formes différenciées selon les trajectoires. Jacqueline assume pleinement une identité militante, articulant son engagement bénévole à une critique sociale explicite. Virginie, quant à elle, se tient à distance du militantisme traditionnel (« je ne fais pas de grandes manif ») tout en reconnaissant la portée politique de son action quotidienne. Ces deux postures illustrent la diversité des rapports à l'engagement : pour l'une, le bénévolat prolonge une conscientisation politique ; pour l'autre, il constitue une forme de désobéissance civile douce, une résistance par les actes plutôt que par les discours. Dans les deux cas, elles font ce que l'État ne fait pas (ou plus), elles accueillent là où les politiques publiques ferment les portes.

Quand l'engagement comble les vides de l'État

Cette observation soulève une question politique fondamentale : pourquoi ces citoyennes doivent-elles, bénévolement, assurer des missions qui relèveraient normalement de la responsabilité publique ? L'accompagnement administratif, le soutien psychologique, l'apprentissage linguistique des personnes migrantes : autant de tâches que l'État délègue de facto aux associations et, par ricochet, aux bénévoles. L'État se désengage, et on demande aux citoyen·nes de combler les vides.

Le bénévolat devient ainsi un palliatif à la crise de l'État-providence, avec tous les risques que cela comporte : invisibilisation du travail accompli, précarisation des bénévoles qui donnent leur temps sans protection sociale, et absence de droits sociaux reconnus. Cette réalité transforme ce qui devrait être un libre choix citoyen en une forme de travail gratuit socialement nécessaire (Simonet, 2010).

Un cadre légal qui institutionnalise l'ambiguïté

Cette zone grise entre engagement citoyen et travail non rémunéré est d'ailleurs institutionnalisée par le cadre légal. En Belgique, la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires tente d'encadrer cette pratique en distinguant le « bénévolat » informel (engagement libre, sans encadrement juridique strict) du « volontariat » organisé (activité structurée au sein d'une organisation reconnue).

Ce dernier offre des garanties spécifiques : assurance en cas d'accident, protection juridique, remboursement de frais réels. La loi autorise également un dédommagement financier qui, pour l'année 2024, peut atteindre 40,14 € par jour dans la limite de 1924,68 € par an. Ces montants ne sont pas imposables et ne sont pas considérés comme des revenus, ce qui préserve théoriquement le caractère « non professionnel » de l'activité.

Mais cette distinction légale illustre parfaitement l'ambiguïté du statut : on reconnaît symboliquement l'effort fourni (par un dédommagement) sans pour autant lui donner le statut de « revenu » ou de « travail ». Le volontaire n'est ni un travailleur (pas de salaire, pas de cotisations sociales, pas de droits au chômage) ni un simple citoyen désintéressé (puisqu'il peut recevoir une compensation financière). Il se situe dans un entre-deux juridique et social qui reflète les contradictions de nos sociétés : on a besoin de son travail, mais on refuse de le rémunérer pleinement.

Cette architecture légale pose question : ne contribue-t-elle pas à normaliser un système où des tâches essentielles sont assurées gratuitement, épargnant ainsi à l'État et aux employeurs des coûts salariaux ? On y voit ainsi

une forme d'exploitation douce, où la générosité individuelle devient fonctionnelle au désengagement public (Simonet, 2010).

Pour mieux comprendre ces enjeux de statut, de droits et de limites du volontariat, des structures comme la [Plateforme francophone du Volontariat](#) ou le [Centre d'Information et de Documentation Jeunesse](#) offrent des ressources précieuses. Elles permettent aux bénévoles et volontaires de saisir les contours d'un engagement qui, sous couvert de solidarité, frôle parfois les frontières de l'emploi précarisé.

La quête de lien social dans une société fragmentée

Au-delà de la dimension politique, l'engagement répond aussi à un besoin de lien, de faire société ensemble.

Virginie l'exprime simplement : *« On est tous là en mode, on cherche du lien, on cherche à aider, tout simplement, quelque chose de très humain. »*

Jacqueline développe : *« Être en lien les uns avec les autres, ne pas avoir peur d'autrui et juste apprendre des autres. [...] Je m'engage à ce niveau-là pour construire, avec plein d'autres personnes, la société qu'on aimerait voir. Une société plus ouverte, plus dans l'entraide, moins axée sur l'argent et plus sur le lien humain. »*

Ces témoignages révèlent une aspiration profonde : recréer du collectif dans un monde perçu comme de plus en plus individualiste et fragmenté, renforcer les mixités dans une société de plus en plus polarisée. Le bénévolat auprès des migrants devient un espace où l'on expérimente une autre manière d'être ensemble, fondée sur la coopération plutôt que la compétition, sur la solidarité plutôt que l'indifférence, sur l'ouverture à la différence plutôt que le repli identitaire.

Le sociologue américain Robert Putnam (2000) a analysé cette dynamique dans son ouvrage sur le déclin de la vie associative aux États-Unis. Il montre que la participation citoyenne repose sur la confiance sociale : la croyance que les autres sont dignes de confiance, qu'on peut compter sur eux, qu'agir ensemble a du sens. Sans cette confiance, les individus se replient sur eux-mêmes. Cependant, cette théorie trouve ses limites : le repli n'implique pas nécessairement l'isolement individuel. Des formes collectives délétères peuvent aussi émerger, comme le montrent certaines institutions officielles de contrôle migratoire (telles que l'ICE aux États-Unis) ou certains mouvements hostiles aux migrants, qui construisent du lien social autour du rejet de l'autre, perçu comme « impure ».

C'est précisément cette spécificité du bénévolat auprès des migrants qui mérite d'être soulignée : il construit du lien dans l'ouverture à l'altérité plutôt que dans l'exclusion. Jacqueline et Virginie incarnent cette forme de confiance sociale orientée vers l'accueil : elles croient que « ça compte », que leur action, même modeste, contribue à quelque chose de plus grand. « *Si on est nombreux à faire des petites choses, ça change l'ambiance, ça donne de l'espoir* », dit Virginie. Cette phrase traduit une conception cumulative et collective de l'engagement : ce n'est pas un acte héroïque individuel, mais une multitude de gestes ordinaires qui, additionnés, transforment le réel.



Le genre de l'engagement : quand les femmes « prennent soin »

Une surreprésentation féminine qui n'a rien de naturel

Un constat s'impose dès qu'on observe les associations de soutien aux migrants : les femmes y sont largement majoritaires. Jacqueline et Virginie le confirment dans leurs témoignages, et cette réalité se vérifie dans de nombreuses études sur le bénévolat dans le secteur social et humanitaire.

Jacqueline le formule ainsi : « *Je pense que comme femme, on nous apprend plus tôt à prendre soin... ça joue forcément.* »

Virginie ajoute : « *C'est souvent des femmes qui s'investissent, et parfois je me demande si ce n'est pas parce qu'on attend ça de nous.* »

Ces phrases révèlent la conscience d'une réalité sociologique : le soin n'est pas une qualité féminine naturelle, mais une disposition socialement construite. Dès l'enfance, les filles sont davantage encouragées à être attentives aux autres, à écouter, à consoler, à « s'occuper de ». Cette socialisation genrée produit une manière d'être, de penser et d'agir qui devient une disposition profondément ancrée, vécue comme allant de soi.

Résultat : à l'âge adulte, les femmes sont statistiquement plus nombreuses à s'engager dans des formes de bénévolat liées au care (le soin, l'accompagnement, l'écoute), tandis que les hommes sont surreprésentés dans des formes d'engagement davantage orientées vers la gestion organisationnelle, les responsabilités

décisionnelles, les activités sportives ou les instances politiques (CNCRESS, 2020 ; Simonet, 2010). Cette division sexuée du travail bénévole reproduit la division sexuée du travail salarié : aux femmes le relationnel et l'affectif, aux hommes le stratégique et le décisionnel.

L'éthique du care : une force et une limite

Cette attention portée aux autres, cette capacité à se mettre à la place de personnes vulnérables, constitue ce que les philosophes Carol Gilligan (2008) et Joan Tronto (2009) ont théorisé sous le nom d'éthique du care. Contrairement à une éthique fondée uniquement sur des principes abstraits de justice, l'éthique du care valorise l'attention concrète aux besoins d'autrui, la reconnaissance de l'interdépendance humaine, et la responsabilité envers les plus fragiles.

Dans le bénévolat auprès des migrants, cette éthique se traduit par des gestes quotidiens : écouter une histoire de vie difficile, accompagner à une démarche administrative, rassurer quelqu'un qui a peur d'être expulsé. Ces gestes ne relèvent pas d'une application froide de principes, mais d'une présence attentive qui prend en compte la singularité de chaque personne.

Virginie l'exprime à sa manière : *« On cherche du lien, on cherche à aider, tout simplement, quelque chose de très humain. »*

Mais cette éthique du care pose aussi question. D'abord parce qu'elle reste genrée : ce sont majoritairement les femmes qui en portent le poids, souvent gratuitement. Ensuite parce qu'elle peut devenir une charge invisible : le travail émotionnel que représente l'écoute, le soutien psychologique, la gestion des affects, n'est jamais comptabilisé, ni reconnu institutionnellement.

Enfin, en déléguant aux bénévoles le soin des personnes que l'État abandonne, on privatise une responsabilité qui devrait être collective. Au lieu de renforcer les services publics d'accueil, d'hébergement et d'intégration, on s'en remet à la « générosité » individuelle. Cette logique, analysée par la sociologue française Pascale Molinier (2009), s'inscrit dans une économie morale néolibérale : l'État se retire, et on compte sur les femmes pour compenser.

Virginie pointe ainsi une ambivalence : l'engagement est vécu comme choisi, valorisant, source de sens, mais il s'inscrit aussi dans des attentes sociales genrées qui pèsent sur les femmes.



Les ambiguïtés de la relation d'aide : entre don, reconnaissance et pouvoir

Quand l'attente déçoit : le « merci » qui ne vient pas

Lorsque Jacqueline évoque son engagement, elle utilise spontanément le registre de l'attente déçue :

« Parfois, on attend un merci... mais eux n'ont pas toujours la force de le donner. Alors on se sent un peu déçu, même si on sait qu'on ne devrait pas. »

Cette phrase condense plusieurs tensions. D'abord, l'aveu d'une attente (« on attend un merci ») qui contredit le discours du don désintéressé. Ensuite, la justification de l'absence de retour (« ils n'ont pas la force ») qui témoigne d'une empathie pour la situation des migrants, mais qui maintient aussi une asymétrie : ce sont eux qui doivent quelque chose, même si on comprend qu'ils ne peuvent pas le donner. Enfin, la culpabilité (« on sait qu'on ne devrait pas »)

révèle l'intériorisation d'une norme morale du don pur qui entre en conflit avec l'expérience vécue.

Cette tension n'est pas propre à Jacqueline. Elle renvoie à ce que l'anthropologue Marcel Mauss (1924) a théorisé comme la triple obligation du don : donner, recevoir, rendre. Même lorsqu'il se présente comme gratuit, le don institue une relation sociale structurée par une attente de réciprocité. Dans le cas de l'aide aux migrants, cette réciprocité est d'emblée problématique : comment « rendre » quand on est en situation de précarité administrative, économique, symbolique ?

Le migrant se trouve ainsi assigné à une dette impayable, placés dans une position de redevabilité : envers le pays d'accueil qui les « tolère », envers les associations qui les « aident » et envers la société qui « fait un effort ». Cette dette symbolique peut générer soit de la gratitude forcée, soit du ressentiment, soit un évitement de la relation (Sayad, 1999).

Face à cette assignation à la dette, certaines associations expérimentent des modalités d'engagement qui visent à rééquilibrer la relation. Plutôt que de maintenir une séparation stricte entre « aidants » et « aidés », elles créent des espaces de réciprocité où les personnes migrantes peuvent à leur tour transmettre leurs savoirs : partage de recettes culinaires, ateliers d'apprentissage de leur langue maternelle, témoignages sur leurs cultures d'origine. À Liège, plusieurs initiatives illustrent cette approche comme l'association [Interra](#) ou encore [l'asbl Le Monde des Possibles](#). Ces initiatives, encore trop rares, permettent de sortir de la logique unilatérale du don pour construire des échanges plus symétriques, où chacun apporte et reçoit

La réussite de l'autre comme validation de soi

Virginie exprime une autre forme d'attente-:

« J'aimerais qu'ils réussissent, que ça marche pour eux... mais si ça n'arrive pas, j'ai l'impression d'avoir échoué. »

Ici, le « retour » attendu n'est plus la gratitude, mais la réussite de l'autre, conçue comme validation de son propre engagement. L'échec du migrant devient l'échec du bénévole, ce qui révèle un investissement émotionnel intense, mais aussi une forme d'appropriation symbolique du destin d'autrui.

Le sociologue Jacques Godbout (1992) a montré que le don moderne oscille entre deux pôles : le don-partage (qui vise la réciprocité et l'égalité) et le don-dette (qui crée une hiérarchie). Dans le bénévolat migratoire, cette oscillation est permanente. Virginie voudrait aider dans une logique de partage égalitaire, mais la structure même de la relation produit une asymétrie : elle a des droits, des ressources, du temps ; les personnes qu'elle aide sont en situation de vulnérabilité.

Cette appropriation n'est pas nécessairement consciente ou malveillante. Elle découle de la structure même de la relation d'aide quand celle-ci s'inscrit dans un rapport de pouvoir préexistant : différence de statut, de droits, de ressources. Comme l'a analysé Pierre Bourdieu (1980), le don peut fonctionner comme un capital symbolique, c'est-à-dire une forme de pouvoir euphémisée, méconnue comme telle par ceux qui l'exercent. En aidant, le bénévole accumule un prestige moral qui le distingue socialement, tandis que le bénéficiaire reste dans une position de réception passive.

Les bénéfices cachés de l'aide : reconnaissance et capital symbolique

Mais réduire le bénévolat à cette zone de tension serait insuffisant. Si l'aide peut engendrer des déséquilibres, elle confère aussi à celles et ceux qui s'y consacrent des bénéfices d'un autre ordre, tout aussi réels. Ces bénéfices ne sont pas monétaires : ils sont symboliques, sociaux, existentiels.

Virginie le dit clairement :

« Quand je dis que je fais ça, les gens me regardent différemment, ça impressionne un peu... ça me donne une sorte de crédibilité. »

Cette phrase révèle l'existence d'un *capital symbolique* lié au bénévolat. Dans certains milieux sociaux (classes moyennes éduquées, environnements universitaires, secteurs culturels), s'engager pour les migrants confère un prestige moral. On est perçu comme quelqu'un de « bien », de « généreux », de « conscient ». Cette reconnaissance sociale n'a rien d'abstrait : elle peut ouvrir des portes professionnelles, faciliter des rencontres, renforcer une image de soi positive.

Le philosophe Axel Honneth (2000) a montré que la reconnaissance n'est pas un luxe, mais une condition de l'identité. Être vu, respecté et considéré pour ce que l'on fait nourrit l'estime de soi, donne confiance et confère un sens à l'existence. Le bénévolat devient ainsi un espace de subjectivation, un lieu où l'on se sent utile, présent, légitime — parfois même davantage que dans l'univers professionnel.

Jacqueline l'évoque avec une grande honnêteté :

« Ça me nourrit, vraiment. J'ai l'impression d'être à ma place. »

Cette phrase dit beaucoup : face à un marché du travail qui ne lui fait pas de place, Jacqueline trouve dans le bénévolat une légitimité sociale et une cohérence existentielle. Elle n'est pas « juste » une chômeuse, elle est quelqu'un qui agit, qui compte, qui fait la différence.

On comprend alors que, derrière le discours du don pur et désintéressé, se joue aussi une quête de sens et de visibilité. Non pas une quête cynique, mais une recherche profondément humaine : celle de trouver sa place dans le regard des autres, d'habiter une identité morale en accord avec ses propres valeurs.

Cette reconnaissance, bien qu'inégalement distribuée selon les contextes sociaux, n'invalide en rien la sincérité de l'engagement. Elle rappelle seulement que le bénévolat est traversé par deux dimensions indissociables : la solidarité envers autrui et le besoin d'exister soi-même. C'est peut-être là, dans cette tension féconde entre l'autre et soi, que réside la véritable richesse du geste bénévole.



Conclusion : le bénévolat comme miroir de la société

Cette analyse ne vise ni à disqualifier l'engagement ni à le célébrer naïvement, mais à en révéler la complexité sociologique. Le bénévolat auprès des migrants n'est ni pur élan du cœur ni simple reproduction des dominations : il est traversé par des contradictions qui disent quelque chose de notre société et de ses rapports de pouvoir. Reconnaître ces ambiguïtés tout en valorisant les bénéfices réels qu'en retirent les bénévoles, c'est se donner les moyens de construire des formes d'engagement plus conscientes, plus symétriques, plus attentives aux risques de domination

symbolique sans pour autant nier leur dimension émancipatrice.

À travers les témoignages de Jacqueline et Virginie se dessine un portrait nuancé de l'engagement bénévole contemporain, révélant un espace hybride où se mêlent aspirations personnelles et contraintes structurelles, désir de transformer le monde et besoin de trouver sa place.

Ce que révèle l'engagement

D'abord, il révèle les failles de notre système économique et social. Le fait que deux jeunes diplômées motivées ne trouvent pas d'emploi stable et comblent ce vide par du bénévolat reflète la précarisation des parcours, particulièrement pour les diplômé·es en sciences humaines et psychologie. Le bénévolat devient une réponse individuelle à un problème collectif : le chômage structurel.

Ensuite, il témoigne du retrait de l'État. Si des citoyen·nes doivent, bénévolement, assurer l'accompagnement administratif, le soutien psychologique et l'apprentissage linguistique de personnes migrantes, c'est que les services publics ou les associations financées ne le font pas (ou plus) suffisamment. Le bénévolat comble les vides laissés par les politiques d'austérité et de fermeture migratoire. Il signe les mauvaises réponses que nos sociétés donnent à l'accélération des migrations internationales. Cette privatisation du soin social pose question : jusqu'où peut-on déléguer aux individus des responsabilités qui devraient être collectives ?

Enfin, il révèle des inégalités de genre persistantes. La surreprésentation des femmes dans le bénévolat de soin prolonge une division sexuée du travail qui assigne aux femmes le travail relationnel et émotionnel, souvent invisibilisé et non reconnu.

Les ambivalences de l'aide

Mais ce texte montre aussi que l'engagement bénévole est profondément ambivalent. Il porte à la fois :

- Une dimension politique (résister aux politiques d'exclusion) et une normalisation (rester « actif » face au chômage).
- Une quête de lien social authentique (recréer du collectif) et une injonction à l'utilité (prouver qu'on n'est pas « inutile »).
- Un don généreux (aider l'autre) et une attente de retour (reconnaissance, gratitude, réussite) - pas seulement de l'autre, mais aussi de la société.
- Une éthique du care valorisante (attention à l'autre) et une reproduction des inégalités (travail gratuit, féminisé, invisibilisé).

Ces contradictions ne sont pas des défauts individuels : elles sont structurelles. Elles révèlent les tensions d'une société qui, d'un côté, valorise la solidarité et l'engagement, et de l'autre, précarise les individus et se désengage de ses responsabilités collectives.

Vers des formes d'engagement plus émancipatrices ?

Faut-il pour autant renoncer au bénévolat ? Non. Mais il faut en penser les limites et les transformer.

Premièrement, reconnaître le bénévolat comme un travail qui mérite reconnaissance, protection sociale et droits. Cela passe par une meilleure formation des bénévoles, un encadrement institutionnel qui évite l'exploitation, et pourquoi pas, une réflexion sur des formes de rémunération ou de compensation qui ne transforment pas le bénévolat en emploi précaire déguisé.

Deuxièmement, sortir de la logique individualisante pour repolitiser l'engagement. Plutôt que de demander aux bénévoles de « combler les trous », il faut exiger des pouvoirs publics qu'ils assument leurs responsabilités en matière d'accueil, d'hébergement et d'intégration des personnes migrantes. Le bénévolat peut être un complément, mais ne doit jamais devenir un substitut aux politiques publiques.

Troisièmement, questionner les rapports de pouvoir au sein même de la relation d'aide. Comment construire des relations plus horizontales, où les personnes migrantes ne sont pas seulement des « bénéficiaires » passifs, mais des acteurs à part entière ? Comment éviter le paternalisme, la condescendance, la domination symbolique ? Certaines associations expérimentent des formes de co-construction où les migrants participent aux décisions, deviennent eux-mêmes bénévoles ou salariés. Ces expériences méritent d'être encouragées et généralisées.

Quatrièmement, visibiliser et valoriser le travail de care accompli majoritairement par des femmes, tout en œuvrant pour une redistribution plus égalitaire de ce travail. Pourquoi les hommes sont-ils si peu présents dans l'accompagnement relationnel ? Comment déconstruire les stéréotypes de genre qui naturalisent cette division du travail ?

Un geste modeste, mais essentiel

Malgré toutes ces tensions, les témoignages de Jacqueline et Virginie rappellent une vérité essentielle : dans un monde traversé par les replis identitaires, les politiques de rejet et la fragmentation sociale, il existe encore des lieux où l'on choisit de répondre à la vulnérabilité par la présence, et au désengagement par l'attention.

Leur engagement n'est pas héroïque, il n'est pas pur, il n'est pas sans contradictions. Mais il maintient vivante l'idée d'une société fondée sur l'hospitalité, la dignité et le lien social. Leur action, bien que souvent invisible, constitue un rempart symbolique contre l'indifférence et l'érosion du vivre-ensemble.

Jacqueline le dit avec simplicité : « Je m'engage pour construire, avec plein d'autres personnes, la société qu'on aimerait voir. Une société plus ouverte, plus dans l'entraide, moins axée sur l'argent et plus sur le lien humain. »

C'est peut-être là, dans ces gestes modestes, mais obstinés, que se loge aujourd'hui l'une des conditions les plus précieuses du commun : la possibilité de continuer à faire société.

Comprendre le bénévolat, ce n'est donc pas seulement décrire une pratique locale : c'est éclairer une forme de résistance morale qui interroge la société dans son ensemble. C'est rappeler que, face aux logiques de marché, de fermeture et d'individualisme, d'autres manières d'être ensemble restent possibles.

Bibliographie

- Bourdieu, P. (1980), *Le Sens pratique*, Paris : Les Éditions de Minuit.
- CNCRESS (2020), *Genre et bénévolat : femmes et hommes, un même engagement bénévole ?*, Observatoire de l'égalité femmes-hommes dans l'économie sociale et solidaire, Paris.
- Gilligan, C. (2008), *Une voix différente : pour une éthique du care*, Paris : Flammarion.
- Godbout, J.T. (avec Caillé, A.) (1992), *L'esprit du don*, Paris : La Découverte.
- Honneth, A. (2000), *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris : Éditions du Cerf.
- Manço, A., et Arara, R. (2016). « Le bénévolat comme dispositif d'insertion à l'emploi des migrants : à quel prix ? », dans A. Manço (dir.), *Pratiques d'interculturalité. Communication, apprentissages et dispositifs d'insertion*, Paris : L'Harmattan, pp. 143-162.
- Mauss, M. (1924), *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, *L'Année Sociologique*, 1 (Nouvelle série), pp. 30-186.
- Michallet, B. (2009), « Résilience : Perspective historique, défis théoriques et enjeux cliniques », *Frontières*, vol. 22, n° 1-2, pp. 10-18.
- Molinier, P., Laugier, S., et Paperman, P. (2009), *Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité*, Paris : Payot.
- Paugam, S. (2000), *Le salarié de la précarité : les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris : PUF.
- Putnam, R. (2000), *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, New York : Simon et Schuster.
- Sayad, A. (1999), *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Seuil.
- Scott, J.C. (1990), *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven : Yale University Press.
- Simonet, M. (2010), *Le travail bénévole : engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris : La Dispute.
- Tronto, J. C. (2009), *Un monde vulnérable : pour une politique du care*, Paris : La Découverte.